



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
CENTRE-VAL  
DE LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

### ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas  
de la demande enregistrée sous le numéro F02422P0080  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

La Préfète de la région Centre-Val de Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°21-314 du 23 décembre 2021 portant délégation de signature de la préfète de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02422P0080 relative au projet de boisement d'une surface de 4,39 ha de terres agricoles, répartie en quatre îlots aux lieux-dits « les Grimaux », « les Plantaines », « les Champs Gautier » et « la Pinède » au Louroux (37) reçue complète le 23 mai 2022 ;

**VU** la décision tacite, née le 28 juin 2022, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

**VU** l'avis de l'agence régionale de santé du 20 juin 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet consiste à boiser une surface totale de 4,39 ha de terres agricoles, répartie en quatre îlots aux lieux-dits « les Grimaux », « les Plantaines », « les Champs Gautier » et « la Pinarrière » au Louroux (37) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet relève de la catégorie 47°c) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le boisement prévu sera composé de feuillus sur deux îlots (Chêne sessile 70 %, Charme 20 % et diversification) et de résineux sur les deux autres (Pins Laricio de Corse 90 % et Séquoias 10 %), plantés avec une densité de 1300 tiges/ha ;

**CONSIDÉRANT** que chacune des zones à boiser est située dans la continuité d'un massif boisé existant ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles concernées sont actuellement cultivées, et que le boisement entraîne un changement de destination d'un usage agricole à un usage forestier ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se situe en dehors de tout zonage d'inventaire ou de protection concernant la biodiversité ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur l'environnement ou la santé humaine ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La décision tacite, née le 28 juin 2022, soumettant à évaluation environnementale le boisement d'une surface totale de 4,39 ha de terres agricoles, répartie en quatre îlots aux lieux-dits « les Grimaux », « les Plantaines », « les Champs Gautier » et « la Pinardière » au Louroux (37) est annulée.

**ARTICLE 2** : Le boisement d'une surface totale de 4,39 ha de terres agricoles, répartie en quatre îlots aux lieux-dits « les Grimaux », « les Plantaines », « les Champs Gautier » et « la Pinardière » au Louroux (37) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

**ARTICLE 4** : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le  
Pour la Préfète de la région  
Centre-Val de Loire et par délégation,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLÉANS CEDEX ;

Le recours administratif préalable obligatoire (RAPO) doit être adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;

Le recours contentieux doit être adressé au : **Tribunal administratif**  
28, rue de la Bretonnerie  
45057 ORLÉANS CEDEX 1.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :**  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)